

ASSEMBLÉE NATIONALE

31 octobre 2020

PLF POUR 2021 - (N° 3360)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

AMENDEMENT

N° II-2186

présenté par

M. Ratenon, Mme Autain, M. Bernalicis, M. Coquerel, M. Corbière, Mme Fiat, M. Lachaud,
M. Larive, M. Mélenchon, Mme Obono, Mme Panot, M. Prud'homme, M. Quatennens,
Mme Ressiguiier, Mme Rubin, M. Ruffin et Mme Taurine

ARTICLE 33**ÉTAT B****Mission « Outre-mer »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Emploi outre-mer	0	1 000 000
Conditions de vie outre-mer	0	0
Fonds d'urgence économique (<i>ligne nouvelle</i>)	1 000 000	0
TOTAUX	1 000 000	1 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les entreprises ultramarines souffrent de la crise économique aggravée par la crise du Covid-19. Or, si le projet de loi de finances a consacré une importante partie de son budget aux entreprises, les exonérations ou l'allègement de cotisations patronales ne nous semblent pas répondre à l'urgence. On assiste selon l'Insee une baisse du taux de chômage à La Réunion par exemple de trois points...

mais à une augmentation du nombre de personnes qui composent le halo du chômage, soit une augmentation de plus de 18% entre 2014 et 2018 selon la dernière étude. Avant même la crise, les jeunes ont commencé à désertier le marché du travail du fait du manque d'emplois disponibles. Avec le prolongement de la crise sanitaire, nous refusons d'assister les bras ballants à une hécatombe ! Par exemple, que faut-il penser du taux de jeunes femmes réunionnaises actives qui, pour la première fois depuis 10 ans, a chuté de plus de 2% ? Les femmes sont davantage touchées par le chômage et sont le plus souvent en situation de sous-emploi dans les Outre-mer. Il faut donc appliquer une sauvegarde et une création de l'emploi ouvert à tous ! Il est en de même avec la baisse du chômage en Guyane où le taux de chômage a baissé, mais qui continue à être deux fois supérieur à celui de l'hexagone... « Dans le même temps, écrit le journal La Tribune, le halo du chômage s'est amplifié pour atteindre près du double du nombre de chômeurs ». Les exonérations ou l'allègement de cotisations patronales ne semblent d'aucune efficacité sur la création réelle d'emplois. Les jeunes ne sont pas les seuls à souffrir du chômage, les hommes et les femmes de 50 à 64 ans quittent de plus en plus le marché du travail à cause d'une employabilité moindre explique l'Insee. En 2015, ce pan de la population réunionnaise représentait 7% d'hommes contre 9% de femmes ; en 2019 c'est 11% d'hommes et 10% de femmes ! Par cet amendement, nous proposons la création d'un fonds d'urgence économique. Celui-ci s'avère nécessaire afin d'aller à la rencontre de ces citoyens exclus et désemparés, de les réinscrire au sein du marché du travail et de sensibiliser les entreprises à l'égalité professionnelle femme-homme dans les Outre-mer. Afin de respecter les règles de recevabilité budgétaire, cet amendement d'appel prélève un million d'euros en AE et en CP de l'action 3 – Pilotage des politiques des outre-mer du programme 138 "Emplois Outre-mer" pour abonder un nouveau programme "Fonds d'urgence économique Outre-mer" de un million euros en AE et CP . Nous rappelons que nous appelons le Gouvernement à lever le gage.